

## LE G20 ET LES DIRIGEANTS AFRICAINS LES CONSEQUENCES EN DIFFERE



Dr. Yves Ekoué Amaïzo

Le format du G20 n'a pas été changé<sup>1</sup>. On a évité soigneusement de parler de la cause et donc des véritables responsables de la crise financière afin de leur demander de payer plus que les autres. Malheureusement, l'Afrique sera encore invitée pour la prochaine réunion prévue à New York en septembre comme un invité de seconde zone. Le succès est relatif si l'amélioration effective du bien-être et du pouvoir d'achat des populations africaines est prise comme référence. S'il s'agit de faire des annonces, oui, le G20 est un succès. Mais les décisions sur les paradis fiscaux pourraient avoir des effets collatéraux sur la classe dirigeante africaine.

### 1. La pensée unique euphorique

L'Agenda du développement a disparu aussi à Londres. L'Afrique a été intégrée dans des mesures globales dont le manque de précision appelle à une vigilance accrue puisque les promesses du G8 de 2005 à Gleenagles de doubler l'aide au développement n'ont pas réellement été tenues à ce jour. Il sera donc difficile d'atteindre les objectifs de millénaire pour le développement proposé par les Nations Unies pour 2015.

Face à l'autosatisfaction collective des chefs d'Etat, on a l'impression d'un retour de la pensée unique euphorique. En effet, l'autosatisfaction générale, les concessions de part et d'autre des chefs d'Etat ont permis de gommer, au moins sur papier, tout ce qui pouvait fâcher. On ne pouvait qu'obtenir un semblant de succès sur une forme de volonté collective fondée sur la responsabilité individuelle de mettre en œuvre les décisions.

Mais la pauvreté, les licenciements, les délocalisations, les fins de mois sans salaire et donc sans dignité de milliers de chômeurs sans compter les conséquences sur la maladie et sur la

jeunesse africaine désemparée devant un "*succès du G20*" qui n'améliore pas leur sort quotidien posent un problème. Peut-on régénérer le capitalisme dérégulé par la pensée unique euphorique ? Peut-on faire disparaître les prévisions de 50 millions de chômeurs additionnels prévus par l'Organisation internationale du Travail ? Certainement pas !

## **2. Obama et la responsabilité individuelle des dirigeants du G20**

Bien que l'on parle de G20, il y a eu malgré tout au moins 29 délégations... A quand le G29 ? Toutefois, il y a eu quelque chose de nouveau. La langue de bois d'antan à quelque peu disparu avec le Président américain Barack Obama. En effet, ce dernier, égal à lui-même, a amené chacun des dirigeants du G20 et les invités de la périphérie à une prise de conscience sur leur responsabilité individuelle et collective. Les effets d'annonces qui se résument souvent à une promesse de moralisation volontaire, c'est-à-dire sans sanctions et des annonces de millions de dollars dont les affectations vont enfoncer encore plus ceux qui vont y avoir droit dans des formes nouvelles de conditionnalités, dictées cette fois-ci plus par les pays émergents, principaux contributeurs, que par les pays riches, ex-G7 sont en eux-mêmes historiques.

Le problème est que l'on doit se faire confiance sur parole. Qu'arriverait-il si les Etats-Unis décidaient unilatéralement de baisser le niveau de leur déficit budgétaire en dévaluant le dollar américain ? Une perte sèche pour les pays émergents et africains qui gardent comme réserve monétaire le billet vert. En réalité, l'instauration d'une monnaie supranationale, autre que le dollar ou l'euro, devrait arranger l'Afrique et devrait permettre de réduire voire neutraliser les crises systémiques et diminuer l'effet contagieux des crises d'un pays à l'autre.

On comprend donc pourquoi la Chine préfère parer au plus pressé en demandant de recycler l'essentiel de ses avoirs en Droits de tirage spéciaux, le fameux DTS, monnaie de compte du Fonds monétaire international. Cela permet d'ailleurs à la Chine de tenter de faire entrer dans le panier de monnaie qui compose le DTS (\$US, Euro, Livre sterling, Yen japonais) sa monnaie pour le moment non convertible et adossée au dollar, le Yuan. En fait, le G20 a permis un vrai G2 entre la Chine et les Etats-Unis sauf que c'est la Chine, 3<sup>e</sup> puissance mondiale devant le Japon et bientôt 2<sup>e</sup> puissance mondiale, qui disait —pardon, dictait une partie de l'agenda... et pouvait, presque à jeu égal dire : oui, mais... puisque je vais payer pour les erreurs de la dérégulation voulue par les pays riches, alors je peux bien proposer mes conditionnalités... C'est dur pour les Etats-Unis d'être un tout petit peu dans la position des Etats africains face à la Chine, comme au demeurant les pays face à leurs créanciers occidentaux...

## **3. Vigilance : les Africains n'y trouvent pas encore leur compte**

Il n'est donc nullement question de réduire la dette des pays africains sauf de continuer le processus de réduction de l'intérêt de la dette inique par la mise en œuvre graduelle du programme pays pauvres très endettés de la Banque mondiale, plus connu sous le nom de programme PPTE. C'est donc cela aider les pays les plus pauvres que l'on retrouve dans le communiqué du G20.

Non, les Africains n'y trouvent pas leur compte et le satisfecit officiel des représentants des dirigeants africains risque rapidement de changer face aux réalités de la mise en œuvre et vraisemblablement le transfert important vers les pays en difficulté de balance de paiement qui pourraient ouvrir la voie à une seconde crise de solvabilité des Etats comme l'Islande, la Hongrie, l'Ukraine, etc.

Non, les Africains n'ont pas eu gain de cause, ce sont les dirigeants africains qui l'ont eu. Le Président de la Commission de l'Union africaine, présent à Londres, proposait de vendre les réserves d'or du FMI pour octroyer de nouvelles ressources aux pays pauvres, notamment ceux d'Afrique. Cette proposition a été adoptée. Il faut espérer que ceci n'a pas été télécommandé, notamment lors de la conférence du 10-11 mars 2009 à Dar-es-Salam en Tanzanie entre le FMI et les dirigeants africains. Mais en réalité, les deux institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) sont les grandes gagnantes de cette opération avec près de 1000 milliards de \$ US d'annonce. Mais rien n'est dit sur les modalités d'affectation, encore moins sur les conditionnalités ou plutôt les nouvelles conditionnalités qui seront mises en œuvre. En fait, si l'Afrique n'est pas vigilante, elle risque simplement de s'endetter à nouveau et augmenter substantiellement sa dépendance économique.

Même Jean Ping est resté sceptique quand il nuance les autocongratulations générales comme suit: *"Reste à savoir de quelle façon va être utilisé cet argent et si les populations africaines en bénéficieront en priorité"*. Surtout que Dominique Strauss Kahn, patron du FMI, a été très clair : ce qui constitue un sommet historique est que *"la communauté internationale dote le FMI des moyens d'intervenir partout où c'est nécessaire"*<sup>2</sup>. Il faut espérer que la notion de "nécessaire" ne se fera pas à géométrie variable comme par le passé, qu'elle ne sera pas fondée sur les perceptions unilatérales et nombrilistes des pays riches qui ne voient pas en quoi la défaillance des pays africains pourrait avoir des effets directs sur le système monétaire international en comparaison avec les pays de l'Europe de l'Est et d'Asie centrale en situation d'asphyxie, avec des conséquences directes sur certains pays de l'Union européenne.

Si le succès consiste à approuver la proposition africaine annoncée par le Premier Ministre éthiopien Melès Zenawi, autre représentant des Chefs d'Etat africains, alors peut-être que l'on peut parler d'une demi-satisfaction puisque cette proposition a, semble-t-il, été adoptée et acceptée par le G20. Il s'agit en fait de dégager 50 milliards de \$ US (soit 37 milliards d'Euro) de la vente des réserves d'or du FMI pour les affecter aux pays aux revenus faibles. Mais le G20 n'a pas précisé les conditionnalités. On connaît par contre celles du FMI. De plus, sur au moins 250 milliards d'augmentation des DTS du FMI, au moins 7 % devrait revenir à l'Afrique<sup>3</sup>. Les conditionnalités ne sont aussi pas précisées. De toutes les façons, ces effets d'annonces ne sont

que de piètres compensations face à la détérioration continue de près de 4 % par an des fonds affectés au développement de l'Afrique<sup>4</sup> constatée par le Président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka. La BAD devrait en principe augmenter ses prêts proportionnellement aux apports effectifs des Etats-membres. Le chiffre de 100 milliards de \$ US a été avancé mais reste à confirmer.

#### **4. Face à un renflouement du FMI, une réforme s'impose**

Les représentants de l'Afrique ont l'impression d'une mission accomplie face aux résultats obtenus au G20 à savoir l'augmentation des ressources du FMI qui a annoncé que les conditions d'octroi des prêts seront allégées. L'augmentation des ressources du FMI (ressources publiques multilatérales pour soutenir des Etats défaillants) vont servir en priorité pour limiter les difficultés des pays directement touchés par la crise comme l'Islande, la Hongrie, les pays de l'Europe de l'Est en général car un défaut de paiement de ces pays pourrait ouvrir la voie à une nouvelle crise financière et déstabiliser tout le système... Les conditions d'accès à ces prêts restent encore dans le flou et constituent le point crucial. Pourtant, ce point n'a pas été détaillé.

L'optimisme viendrait donc du fait que les dirigeants africains ont été écoutés alors qu'ils n'ont été invités qu'après une longue lutte et des critiques aux organisateurs du G20. Aussi, il faut attendre les mises en œuvre effectives des décisions prises, surtout lorsque les promesses de Gleenagles (2005) de doubler l'aide au développement pour l'Afrique n'ont pas été tenues. Mais, il n'y avait pas encore Barack Obama. Par ailleurs, il n'est pas sûr que sans réformes en profondeur et une meilleure répartition des pouvoirs au sein de l'organe décisionnel du FMI, le choix de cette institution, qui n'a en fait pas de structure de contrôle en dehors des Etats riches, soit le bon choix pour soutenir les balances de paiements des pays déficitaires africains. Les Africains feraient bien d'éviter de croire que la création du Fond monétaire africain relève du gadget. L'Amérique latine et centrale n'a pas attendu. Cette région a déjà créé sa Banque du Sud. L'Asie et le monde arabe ne sont pas en reste. Ils ont chacun créé leur fond monétaire et mettent en œuvre de nouvelles formes de solidarités régionales et de souveraineté monétaire.

Par ailleurs, il ne faudrait pas que les conditionnalités du FMI sur les nouveaux se fassent à géométrie variable et finissent par augmenter l'endettement de l'Afrique sans créer des richesses supplémentaires pour rembourser cette éventuelle nouvelle dette. Au lieu d'insister uniquement sur le commerce, l'Afrique aurait mieux fait de promouvoir ses capacités productives et son industrialisation notamment pour servir une économie de proximité.

Les détails de l'accord historique n'étant pas dévoilés, le G20 s'apparente donc à un arrangement historique. Il est clair que l'augmentation des ressources du FMI, dont seulement une partie mineure ira à l'Afrique, ne se fera pas sans conditionnalités. Sans une réforme, le rôle du FMI pour l'Afrique reste une gageure qui suppose une vraie vigilance car cela sonne comme une récompense pour tout ce que le FMI a fait pour l'Afrique, en bien comme en mal. La montée

en phase de financement alternatif par les fonds publics pose le problème de l'accès direct de l'Afrique au marché des capitaux, ce qui suppose une bonne gouvernance économique et des notations excellentes pour obtenir des taux d'intérêts intéressants. Au fond, il s'agit surtout de renouveler une forme de dépendance économique qui pourrait, à terme, si l'Afrique ne crée pas ses capacités productives pour créer de la richesse et de la productivité endogène, se révéler être un piège.

Comme le nouveau système de régulation n'a pas été détaillé on ne sait toujours pas comment les fonds spéculatifs (hedge funds) seront contrôlés.

Au plan bilatéral, il faut se réjouir de l'annonce que l'aide américaine va doubler pour se concentrer dans le secteur de l'agriculture mais tout va se faire par l'agence américaine bilatérale USAID. Il faut espérer qu'il n'est pas question d'envoyer en Afrique des semences génétiquement modifiées (OGM) ou de soutenir les exportations des matières premières non transformées. Malheureusement, s'il faut réduire l'insécurité alimentaire, les Etats-Unis ne peuvent oublier que la productivité en agriculture en Afrique passe par la mécanisation agricole. S'il faut soutenir les agriculteurs américains, il ne faut pas pour autant oublier qu'il faut transmettre le savoir-faire et s'adapter aux réalités africaines.

Il n'est pas sûr que les annonces faites soient aussi transparentes dans les affectations. Le système du FMI basé uniquement sur le poids économique risque de favoriser les pays émergents et moins les pays africains. Une réforme du FMI devient nécessaire si l'Afrique souhaite voir les intérêts de ses populations préservés. Outre une nouvelle organisation des pouvoirs décisionnels au sein de cette institution ainsi que celle de la Banque mondiale, il est urgent de revoir le dollar comme monnaie de réserve comme l'ont suggéré la Chine et la Russie. La plupart des matières premières africaines sont payées en \$ US et si du fait des déficits croissants des Etats-Unis, l'Administration américaine décide de dévaluer, alors l'Afrique perdra dans les termes de l'échange.

Pour ce faire, il importe de mettre en place rapidement une nouvelle souveraineté monétaire africaine avec le Fond monétaire africain, en création à Yaoundé. Mais c'est tout le principe de subsidiarité et de solidarités africaines qui est posé. Les fonds qui quittent l'Afrique pour s'évader dans les paradis fiscaux pourraient utilement venir constituer le capital du FMA.

## **5. L'effet « boomerang » de la transparence dans les paradis fiscaux**

L'introduction de la transparence au niveau des paradis fiscaux pourra mettre fin aux évasions fiscales dans les pays occidentaux mais certainement pas en Afrique, surtout dans les pays où la vérité des urnes ne permet pas à la responsabilité individuelle et l'éthique d'opérer. En effet, si l'attaque en règle de la Chancelière allemande, Mme Angela Merkel et du Président français Nicolas Sarkozy contre les paradis fiscaux est si véhémement, c'est que les montants qui sont transférés dans ces espaces détaxés sont énormes. Il est donc intéressant en ces périodes de

crise financière et économique, de récession et de déficit budgétaire de trouver, à bon compte, une rentrée fiscale inespérée. Le fonctionnement des institutions fiscales dans les pays de l'OCDE respecte une certaine déontologie qui permet d'espérer que des rentrées fiscales importantes pourraient être « récupérées » par les Etats qui mettront en œuvre cette décision importante du G20.

Il y a de grandes chances que cette décision reste lettre morte en Afrique. L'explication en est simple : les pays occidentaux ont besoin de rapatrier des taxes non payées essentiellement par des agents du secteur privé alors qu'en Afrique ce sont surtout des agents du secteur public qui opèrent dans les paradis fiscaux. Il s'agit parfois même de certains principaux dirigeants africains. De là à voir des dirigeants africains se faire hara-kiri en se taxant eux-mêmes relèverait du miracle. Mais, les implications risquent d'être plus graves car les fonds vautours, souvent très impliqués dans le capital des fonds spéculatifs tels les hedge funds, risquent de s'en charger surtout lorsque les lois des pays de l'OCDE sont en train de s'harmoniser pour permettre à un tribunal de condamner un Etat africain, y compris s'il a des sociétés écrans, et autoriser par décision de justice de saisir tous biens de cet Etat au prorata des montants à rembourser au fond vautour. Les organisations non gouvernementales devraient aussi se réjouir car elles pourront aussi directement attaquer un Etat pour corruption et demander que des sommes soient rétrocédées pour financer leurs activités et aider les populations-cibles bénéficiaires de leurs actions. Bref, sur ce point, les conséquences de la mise en œuvre des décisions du G20 sur les paradis fiscaux risquent d'être historiques et concourir à accélérer l'avènement d'une démocratie où vérité des urnes et crédibilité des dirigeants africains iront de pair avec éthique et gouvernance économique.

Ceux des dirigeants africains qui insistaient tellement à ce que l'Afrique fasse partie, à part entière, au G20, pourraient commencer à anticiper les conséquences de ces décisions sur leur avenir, sauf bien sûr, et c'est là la chance de cette crise pour l'Afrique, si les comportements voyous et mafieux et les connivences entre les secteurs public et privé en Afrique venaient à changer pour enfin servir, de manière désintéressée les intérêts des populations africaines. En définitive, si certains dirigeants africains n'y prennent garde, l'effet « boomerang » de la transparence dans les paradis fiscaux pourrait simplement se transformer en un effet de massue. Si cela pouvait permettre de rapatrier les biens mal acquis pour les investir dans les capacités productives et l'économie de proximité en Afrique, ce ne sont pas les populations africaines qui s'en plaindraient. Au contraire, ces mêmes dirigeants pourraient trouver là une occasion de se racheter et faciliter l'avènement d'une amnistie générale en matière fiscale si au moins une large partie des avoirs dans les paradis fiscaux retourne s'investir en Afrique.

## **6. En dépit de la crise : Afrique, Diaspora et opportunité d'investissement?**

Bien sûr que le continent africain reste une réserve d'opportunité d'investissement malgré la crise. En fait, l'essentiel des investissements étrangers risque d'aller vers les secteurs miniers avec

des contrats de PPP de long terme... mais les risques pour les populations sont élevés. Les transferts de la Diaspora africaine risquent de chuter compte tenu du fait que le chômage dans la population Diaspora est plus important que dans les populations dans le pays d'accueil. Avec 15-20 milliards de \$US en 2008, il faut s'attendre à une chute d'au moins 30 % pour 2009.

Enfin les flux d'investissement privés (investissement étranger direct, investissement en portefeuille) risquent eux de faiblir non pas à cause de la crise mais à cause de l'environnement des affaires peu transparentes et les problèmes de stabilité liés au refus d'appliquer la volonté des populations africaines par la vérité des urnes. Il faut des investissements dans le secteur productif et manufacturier, gage de création d'emplois décents. A ce titre, il est regrettable que les dirigeants africains n'aient pas proposé de financer l'initiative africaine de développement de capacités productives, ce qui aurait certainement permis d'avoir plus de chances que l'Afrique maîtrise sa création de richesses et surtout ouvre les perspectives de création d'emplois.

## **7. Conclusion : l'Afrique doit organiser sa souveraineté monétaire**

Le vrai problème de la décision du G20, c'est qu'elle va augmenter la dépendance économique de l'Afrique sans nécessairement faciliter la création de richesse par le développement des capacités productives en Afrique. Les populations africaines ne peuvent pas toujours être considérées comme de l'assistance qui permet de soutenir l'exportation des pays riches et émergents.

Il faudra que l'Afrique organise mieux sa veille, sa résistance pour accéder directement au marché des capitaux (agence de notation, bonne gouvernance) et surtout utiliser mieux les économistes africains qui se sont réunis lors du Congrès africain des économistes africains au Kenya, du 2 au 5 mars 2009.

Les grandes déclarations sur la liberté du commerce sonnent comme un balafon troué puisque personne dans ce G20, personne ne peut oser afficher qu'il n'a pas, directement ou indirectement, renforcé ses mesures protectionnistes sous toutes les formes, notamment les barrières non tarifaires.

Il va falloir néanmoins discuter de l'éventualité de la dévaluation du dollar américain si la situation se dégrade plus que prévue, puisque les statistiques des grandes institutions internationales semblent annoncer régulièrement des révisions à la baisse de leur prévision.

En définitive, on peut se demander si les dirigeants du G20 ne se sont pas en fait mis d'accord pour un endettement généralisé du système mondial avec un peu plus de transparence et des efforts pour soutenir l'interventionnisme étatique vers plus de régulation sans toutefois étouffer les activités privées. La supervision internationale reste à parfaire comme le contrôle effectif des fonds spéculatifs et les sanctions éventuelles contre les agents économiques profitant des paradis fiscaux pour s'affranchir de la fiscalité. Il y a donc eu des avancées dans les

déclarations d'intention fondées sur la responsabilité individuelle chère à Barack Obama. Mais, le compte n'y est pas pour les Africains car les dirigeants africains ne doivent pas simplement défendre leurs points de vue mais aussi ceux des populations africaines.

Pour ce faire, il devient urgent, très très urgent, pour l'Afrique d'organiser sa souveraineté monétaire. Il suffit que les 8 pays africains disposant d'excédents budgétaires acceptent le principe de la subsidiarité et de la solidarité. Si cela pouvait se décider lors du prochain sommet des chefs d'Etat de juillet 2009 et qu'une décision soit prise avant le prochain sommet du G20 prévu en septembre 2009 à New York, alors pour une fois, les chefs d'Etat africains auront réalisé les désirs des populations africaines et ceux de la Diaspora africaine. Pour ce faire, les dirigeants africains doivent cesser de n'écouter qu'un seul son de cloche ou de tam-tam : celui des Africains qui ressassent le même sempiternel refrain qu'ils ont mal appris des faiseurs de pensée unique occidentale.

Enfin, il faut espérer que le G20 ne soit pas devenu un théâtre dont la pièce se joue en plusieurs actes et que le public, les populations sans voix, des pays riches comme des pays pauvres, ne comprennent le jeu qu'en différé... et à leurs dépens. C'est bien le social qui a été absent du G20. Au demeurant, les manifestants anti-G20 ont été purement et simplement niés. YEA.

---

<sup>1</sup> Yves Ekoué Amaïzo, "Accepter d'écouter l'Afrique dans sa diversité", in *Libération*, voir

<<http://www.liberation.fr/economie/0101559705-accepter-d-ecouter-l-afrique-dans-sa-diversite>>

<sup>2</sup> Murielle Paradon, "Dominique Strauss Kahn, directeur du FMI : Un sommet historique... pour le FMI aussi", *RFI*, voir [http://www.rfi.fr/actufr/articles/112/article\\_79788.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/112/article_79788.asp)

<sup>3</sup> William Wallis, African leader hails G20 progress, *Financial Times*, 2 avril 2009, voir <<http://www.ft.com/cms/s/0/30716b96-1fd0-11de-a1df-00144feabdc0.html>>

<sup>4</sup> Ibid.